

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

Quimper, le **1 AOUT 2023**

Références : ENV-D-23.0323

Affaire suivie par : Delphine OGEZ

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



SARP OUEST SAS (Guilers)

6 rue Nathalie Sarraute - TSA 60504
44205 NANTES Cedex 2

Code AIOT : 0005500802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement SARP OUEST SAS (Guilers) implanté ZI du Buis 29820 Guilers. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST SAS (Guilers)
- ZI du Buis 29820 Guilers
- Code AIOT : 0005500802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST exploite un établissement spécialisé dans le tri/transit/regroupement et traitement de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Suites de l'inspection précédente

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Nature des suites proposées
6	Mélanges incompatibles	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 8.10.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Registre : sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
4	Registre : entrée déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
10	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Quantités de déchets stockées	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 12	/	Sans objet
5	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43	/	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.6.4	/	Sans objet
9	Stockage des piles usagées au lithium	Arrêté Préfectoral du 24/05/2006, article 8.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant utilise l'application Trackdéchets depuis le 1er juillet 2022 pour les bordereaux de suivi des déchets dangereux. L'étude de danger du site est en cours de mise à jour par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant a indiqué utiliser systématiquement les bordereaux dématérialisés via l'utilisation de Trackdéchets depuis le 1er juillet 2022 qui correspond à la fin de période de tolérance pour l'application de cette obligation réglementaire. La fiche inspecteur émise par l'inspection confirme que l'exploitant émet des bordereaux dématérialisés. L'inspection a pu constater que plusieurs centaines de bordereaux dématérialisés ont été émis. L'exploitant a indiqué utiliser l'application Trackdéchets également pour les déchets non dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Quantités de déchets stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant (...) tient à jour un journal d'opération contenant un état précis des quantités stockées sur site, y compris les cuves.
Constats : L'exploitant a présenté l'outil développé suite à la dernière inspection qui lui permet d'extraire l'état de ses stocks de déchets. Les extractions peuvent être réalisées par type de déchets et par rubrique ICPE. Un examen par sondage a montré qu'il respectait les seuils pour lesquels il était autorisé par arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre : date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre : date sortie déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; (...) - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;(...) e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; (...).
Constats : Le registre chronologique des sorties de déchets a été présenté. Les données renseignées dans l'outil de l'exploitant sont reprises automatiquement pour alimenter l'application Trackdéchets. L'exploitant a indiqué faire en complément une vérification de chaque bordereau dématérialisé émis afin d'éviter toute erreur. Le registre édité à partir des données renseignées concernant les entrées et sorties de déchets n'est pas complet, il manque notamment les numéros de SIRET des sociétés de transport et de destination des déchets ou le SIREN en cas de prise en charge par un d'éco-organisme, ainsi que le code de l'opération de traitement opéré. Ces informations sont pourtant présentes dans la base de données de l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre : date entrée déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; <p>(...)</p>
<p>Constats : A l'instar du registre des déchets sortants, il manquait quelques informations dans le registre des déchets entrant tel que le numéro de SIRET de l'entreprise de transport et de l'entreprise productrice des déchets dans le registre édité à partir des données d'entrées et de sorties des déchets du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : L'exploitant ne fait pas de sortie de statut de déchets sur son site. Les informations relatives aux déchets dangereux du site à entrer sur le registre, sont reprises automatiquement de Trackdéchets vers le RNDTS. L'exploitant n'a pas de saisie complémentaire à effectuer dans le RNDTS pour ce type de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mélanges incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 8.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, conditions d'entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage est conçu et conduit de façon que les mélanges de produits incompatibles ne puissent se faire. Une séparation physique entre les alvéoles de stockage contenant des déchets ne pouvant être mélangés doit être établie
Constats : Lors de la dernière inspection, il avait été mis en évidence un risque de mélanges incompatibles en cas d'accident, entre les déchets basiques du site et les déchets acides qui sont stockés dans la même aire de stockage en face à face. L'exploitant a fait évaluer le risque par la réalisation d'une nouvelle étude de danger du site. Le jour de l'inspection un projet d'étude de danger était réalisé. Cette étude en projet confirme la nécessité de séparer les lieux de stockage de ces différents déchets. L'exploitant a indiqué procéder aux modifications de stockage courant juillet pour supprimer le risque de mélanges incompatibles. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas engagé d'actions correctives suite à la précédente inspection. Elle constate également que l'exploitant n'a pas validé l'étude de danger sur laquelle il fonde désormais ses futures actions correctives.
Type de suites proposées : Mise en demeure
Proposition de suites : Proposition APMD

N°7 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée en suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été mis en évidence qu'un défaut signalé dans l'audit des installations électriques n'avait pas fait l'objet d'une mise en conformité. L'exploitant a présenté le rapport de levée de réserve du 11 avril 2022. L'audit des installations électriques du 10/01/23 mettait en évidence de nouvelles anomalies. L'exploitant a indiqué mandater prochainement un prestataire pour la réalisation de cet audit. L'inspection des installations classées constate un défaut d'appropriation récurrent des rapports de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer des ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau d'incendie normalisé d'un diamètre Ø = 100mm susceptible d'assurer un débit supérieur ou égal à 85m³ /h ; (...) - les extincteurs sont d'un type homologué NF.MIC ; - les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ;
<p>Constats : Lors de la visite terrain, il a été constaté que les émulseurs associés aux robinets d'incendie avaient été changés depuis la dernière inspection. Les émulseurs sont réputés être conformes jusqu'en mai 2032. Le constat émis lors de la précédente inspection est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : stockage des piles usagées au lithium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2006, article 8.10
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets reçus dans l'installation doivent être stockés dans les conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs etc.) les risques incendie, d'explosion et les risques toxiques.</p>
<p>Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer que les conditions d'exploitation qu'il met en œuvre satisfont les hypothèses prises en compte dans l'étude des dangers, en particulier pour ce qui concerne les modalités d'entreposage des piles usagées au lithium. Suite à cette remarque, l'exploitant a déplacé le conteneur métallique à l'intérieur duquel sont entreposés les piles usagées au lithium. Le projet de mise à jour de l'étude de danger (EDD) confirme la nécessité de déplacer le conteneur par rapport à sa localisation initiale.</p>
<p>Il convient que l'exploitant intègre à l'EDD, la nouvelle localisation de ce conteneur afin de justifier l'acceptabilité de cette nouvelle localisation.</p>
<p>Il convient que l'exploitant transmette à l'inspection, l'étude de danger une fois finalisée et se positionne sur les éventuelles mesures correctives associées à mettre en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10: Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Autre, Stockage des D3E
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Lors de la visite terrain, une benne de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) était présente sur une aire extérieure de stockage. Cette benne était à l'air libre sans protection vis à vis des eaux de pluies. Par ailleurs aucune indication du contenu de la benne n'était présente. Considérant la nature des déchets stockés dans la benne D3E (ex unités centrales d'ordinateur), il convient de protéger la benne des intempéries.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet